

Les résultats des grandes banques internationales depuis le début de 2006

Alain TOURNIER, Catherine GOUTEROUX

*Secrétariat général de la Commission bancaire
Direction de la Surveillance générale du Système bancaire
Service des Études bancaires*

En 2006, l'environnement économique international, toujours favorable, a contribué à ce que la plupart des principaux groupes bancaires des grands pays industrialisés enregistrent des résultats élevés. La croissance soutenue du produit net bancaire, conjuguée à une bonne maîtrise des coûts d'exploitation, a permis, en dépit d'un début de remontée du coût du risque, une hausse significative de la rentabilité. En définitive, le résultat net de l'ensemble des groupes de l'échantillon s'est globalement accru de près de 10 % sur l'ensemble de l'exercice.

Dans ce contexte, des rapprochements entre grandes banques ont entraîné une concentration supplémentaire au sein de plusieurs systèmes bancaires, notamment en Italie. Plus généralement, les opérations de fusion-acquisition transfrontalières au sein de l'Union européenne ont continué de se développer et les stratégies ciblées sur des pays porteurs se sont intensifiées.

En 2007, la tendance à la progression des résultats des grandes banques internationales a prévalu jusqu'au milieu de l'année, mais elle s'est interrompue dans la plupart des établissements, en raison de la crise financière qui a frappé l'ensemble des marchés depuis le début de l'été.

La crise, qui affecte en particulier le secteur de la banque de financement et d'investissement, a ainsi pesé sur les résultats du troisième trimestre. Si la plupart des grands groupes internationaux ont accumulé au cours des dernières années des montants importants de fonds propres renforçant leur capacité à absorber les chocs, les turbulences liées au subprime ont assombri leurs perspectives de rentabilité et pourraient avoir des conséquences à long terme. Celles-ci sont cependant aujourd'hui difficiles à évaluer avec précision, dans la mesure où le fonctionnement des marchés interbancaires paraît ébranlé, ce qui introduit une incertitude supplémentaire. Dans cet environnement plus volatile, la gestion des risques par les établissements de crédit, dans toutes ses dimensions, n'en devient que plus centrale.

Mots-clés : produit net bancaire, produit net d'intermédiation, marge d'intérêt, charges d'exploitation, coefficient net d'exploitation, risque de crédit, résultat net, coefficient de rentabilité, ratio de solvabilité, restructurations bancaires

Codes JEL : Gn, Rn

I | Du début de 2006 à la mi-2007, la persistance d'un environnement particulièrement favorable a permis une hausse marquée des résultats

Le contexte économique mondial favorable, qui a notamment entraîné un regain de croissance dans les pays européens, ainsi que la très bonne tenue des marchés financiers internationaux ont permis en 2006 et début 2007 aux principaux groupes bancaires des grands pays industrialisés d'afficher des niveaux de revenus élevés dans la plupart de leurs lignes de métiers. Les coûts de fonctionnement ont été globalement maîtrisés et, en dépit d'une remontée très progressive du risque de crédit, la rentabilité finale s'est de nouveau accrue.

I | Une hausse du produit net bancaire soutenue, en particulier grâce à la banque de financement et d'investissement

En 2005, l'augmentation déjà significative du produit net bancaire (PNB) par rapport aux années précédentes était partiellement due au passage des groupes bancaires européens aux normes IFRS, qui ont élargi la notion de PNB.

En 2006 et au premier semestre 2007, les grandes banques ont encore affiché des taux de croissance élevés du PNB. Seuls les groupes japonais ont enregistré une stagnation en raison, en particulier, de la faiblesse de la demande de crédit de la part des grandes entreprises japonaises et de la concurrence des banques régionales sur le segment des PME.

Par ailleurs, des variations significatives peuvent être dues à l'incidence des effets de périmètre. Ainsi, la très forte augmentation du PNB pour l'Italie en 2006 s'explique en grande partie par l'intégration du groupe allemand Hypovereinsbank par UniCredit.

Produit net bancaire cumulé des principaux groupes bancaires

(encours en milliards d'euros ; variations en %)

	2006 (a)	Variation 2006/2005 (b)	1 ^{er} semestre 2007 (a)	Variation S1-2007/ S1-2006 (b)
Allemagne	43,7	14,1	26,8	17,6
Benelux	75,3	11,4	32,6	7,1
Espagne	38,3	16,4	22,3	20,6
États-Unis	178,7	9,9	95,7	15,6
France	79,2	19,3	45,7	14,1
Italie	42,4	50,3	22,3	7,9
Japon	51,6	0,2	-	-
Royaume-Uni	137,2	8,7	75,1	8,8
Suisse	51,0	20,8	33,2	22,6
Total	697,4	12,2	353,7	11,2

(a) Sur la base des données exprimées en monnaies nationales converties au cours moyen de l'année ou du semestre

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Fort dynamisme de la banque de financement et d'investissement

L'analyse par métiers de l'évolution du PNB conduit aux remarques suivantes :

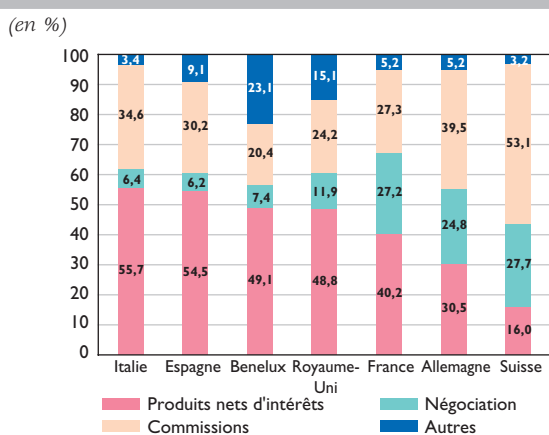
- la banque de financement et d'investissement a été le secteur le plus porteur. L'activité *corporate* a été soutenue, en raison notamment du développement des opérations de fusion-acquisition, de « *leveraged buy-out* » (LBO) et des financements structurés. Les opérations de négociation réalisées sur les marchés financiers ont connu un très fort développement dans la quasi-totalité des groupes. Les progressions les plus notables ont touché les établissements suisses et français, déjà bien présents dans ce domaine d'activité.
- La gestion d'actifs a également enregistré des gains élevés dans la plupart des groupes, la gestion de fortune comme l'assurance bénéficiant d'importantes collectes de fonds.
- La banque de détail a généralement connu une progression moins forte. Les revenus générés sur les marchés intérieurs se sont inscrits en hausse modérée, avec un certain tassement des crédits à l'habitat. D'autres types de financement ont en revanche connu une accélération, les crédits aux PME notamment, dans

un contexte soutenu d'investissement et d'exportations dans la zone euro. Par ailleurs, un certain nombre de groupes ont continué de développer leur activité à l'étranger, notamment grâce à des opérations d'acquisition particulièrement nombreuses en 2006 (cf. annexe 1). En raison des effets de diversification géographique obtenus, les rapprochements internationaux d'activité de banque de détail ont motivé bon nombre des opérations recensées. Enfin, le fort développement de la bancarisation dans les économies émergentes a favorisé les groupes présents sur ces marchés. Ainsi, les banques espagnoles ont affiché les performances les plus solides en disposant non seulement d'un marché très soutenu dans la péninsule ibérique (ralentissement du crédit hypothécaire contrebalancé par le crédit à la consommation ou aux PME) mais aussi de leur forte implantation sur les marchés porteurs d'Amérique latine.

Recul de la part du produit net d'intermédiation¹, en liaison avec une baisse globale de la marge d'intérêt

Les importantes activités de marché ont notamment généré de forts revenus de négociation (*trading*), qui ont nettement accru leur part dans le PNB pour atteindre globalement 12,8 % (+ 3 points) à la fin de 2006. En raison de hausses particulièrement marquées, les groupes suisses et français affichent même des niveaux de 27 %. Par ailleurs, les commissions se sont inscrites en progression significative dans la quasi-totalité des groupes (en moyenne + 16 % en 2006).

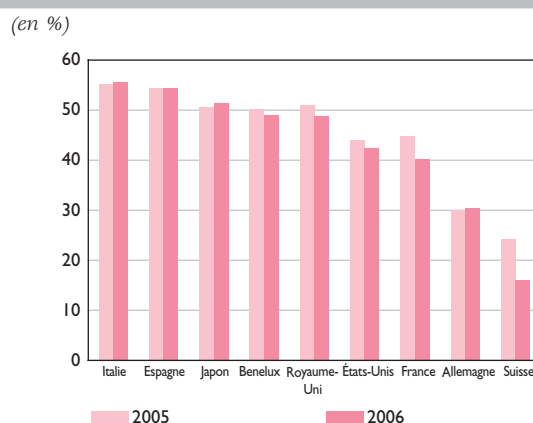
Répartition du PNB en 2006 dans les groupes européens



Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

¹ Le PNI se définit comme les revenus nets d'intérêt.

Part du produit net d'intermédiation dans le produit net bancaire

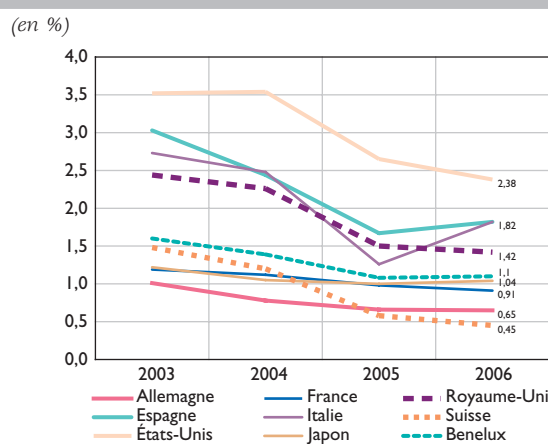


Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

C'est le produit net d'intermédiation (PNI) qui a le moins augmenté, globalement à un rythme plus faible que le PNB. Il existe des disparités fortes entre les établissements, les évolutions étant liées tant aux volumes de crédit qu'aux marges d'intérêt, dans un contexte de concurrence souvent intense entre les banques. La part du PNI rapporté au PNB a particulièrement baissé en Suisse et en France en liaison, notamment, avec la très forte progression des revenus nets de *trading*.

Pour leur part, les marges d'intérêt ont continué de se réduire dans la plupart des pays, notamment aux États-Unis, témoignant d'une très faible rémunération du risque de crédit.

Évolution de la marge d'intérêt



Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

I | 2 Une progression en général bien contenue des charges d'exploitation

En 2006 et au premier semestre 2007, les frais généraux ont en règle générale augmenté moins rapidement que le PNB. En conséquence, le revenu brut d'exploitation (RBE), qui correspond au solde entre le PNB et les frais généraux, s'est inscrit en nette hausse, à l'exception de celui des grandes banques du Japon.

Au niveau agrégé de chaque pays, le coefficient net d'exploitation (frais généraux rapportés au PNB) s'est généralement amélioré, mais la situation est très diversifiée selon les pays. Les groupes bancaires allemands et suisses présentent des coefficients toujours élevés (supérieurs à 70 %), mais en nette amélioration. Ce sont les groupes espagnols qui affichent le coefficient moyen le plus faible (inférieur à 50 %).

Résultat brut d'exploitation cumulé et coefficient d'exploitation des principaux groupes bancaires

(encours en milliards d'euros ; variations en pourcentage)

	RBE 2006 (a)	Variation 2006/2005 (b)	Coefficient net d'exploitation 2006	Variation en points 2006/2005
Allemagne	13,0	37,9	70,3	- 5,1
Benelux	28,5	14,8	62,1	- 1,1
Espagne	19,5	25,2	49,0	- 3,6
États-Unis	82,0	21,5	54,1	- 4,7
France	30,7	25,5	61,3	- 1,9
Italie	16,5	46,4	61,1	1,1
Japon	25,5	- 11,1	57,3	7,8
Royaume-Uni	64,7	12,2	52,8	- 0,5
Suisse	14,7	45,3	71,3	- 5,7
Total	295,1	18,2	59,9	- 1,5

(a) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

I | 3 Un début de hausse du coût du risque

Hausse du risque de crédit dès 2006, avec une accélération nette en 2007

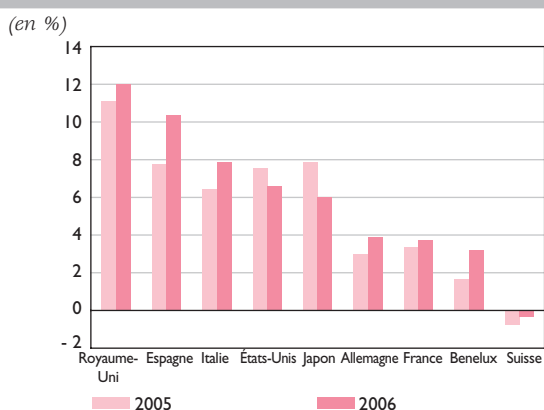
L'exercice 2006 a été marqué par une hausse du coût global du risque de crédit (+ 13 %), contrairement à la tendance observée en 2005 (- 16 %), même si les niveaux atteints restaient finalement encore historiquement faibles. Toutefois, des évolutions disparates ont été observées selon les différents groupes bancaires.

Les activités de banque de financement et d'investissement ont continué d'enregistrer des reprises sur provisions, les taux de défaut des principales contreparties *corporate* demeurant très faibles dans cette phase de haut de cycle.

En revanche, la banque de détail étant marquée par un accroissement des volumes de crédits non sécurisés tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés émergents, où le risque est potentiellement plus élevé, les groupes ont été conduits à accroître leur effort de provisionnement. En conséquence, compte tenu de leur haut niveau d'activité dans ce secteur, les groupes britanniques et espagnols affichent globalement les ratios de dotations aux provisions rapportées au PNB les plus élevés (respectivement 12 % et 10,3 %).

Trois pays ont connu des évolutions divergentes. Les groupes suisses ont encore enregistré des reprises nettes de provisions, en recul toutefois par rapport à 2005. Au Japon, la poursuite de l'effort d'apurement des créances douteuses a permis de réduire le coût du risque de 24 %. Enfin, en ce qui concerne les États-Unis, la légère baisse du coût du risque (- 4 %) s'explique principalement par le niveau élevé de provisions passées en fin d'année 2005 dans le cadre de la modification de la procédure des faillites civiles.

Dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire



Source : Bankscope

Au premier semestre 2007, une nette inflexion s'est produite pour les principaux groupes américains, qui ont accru sensiblement leur effort de provisionnement (+ 68 % par rapport au premier semestre 2006), en raison principalement des premiers effets de la crise des *subprime* (progression rapide des taux de défaut sur les crédits hypothécaires des ménages les plus fragiles). En conséquence, le poids du coût du risque rapporté au PNB a augmenté pour atteindre 8,5 % au premier semestre 2007, contre 6,6 % en 2006.

Pour les autres groupes, les ratios sont demeurés assez stables (sauf pour les groupes espagnols et italiens qui ont affiché une nouvelle hausse à, respectivement, 10,7 % et 8,7 %).

I | 4 La rentabilité a continué à progresser jusqu'à mi-2007 et s'établit ainsi à un niveau très élevé

Hausse du résultat net dans la quasi-totalité des pays

En définitive, le résultat net global de l'ensemble des groupes de l'échantillon s'est inscrit en hausse de plus de 9 % en 2006, en ralentissement toutefois par rapport à l'exercice 2005 où des progressions encore plus marquées avaient été constatées. En dehors de cette tendance générale, une nette détérioration touche cependant les banques japonaises qui ont toutes affiché un recul de leur résultat net.

De façon plus détaillée, les groupes allemands confirment leur redressement. Des hausses fortes et homogènes

Résultat net cumulé des principaux groupes bancaires

(encours en milliards d'euros ; taux en pourcentage)

	2006 (a)	Taux de croissance 2006/2005 (b)	1 ^{er} semestre 2007 (a)	Taux de croissance S1-2007/S1-2006 (b)
Allemagne	8,7	32,4	6,3	30,0
Benelux	23,7	15,5	12,8	6,8
Espagne	13,2	22,2	7,8	19,0
États-Unis	43,6	15,5	23,5	11,8
France	21,1	20,5	12,7	24,4
Italie	10,3	35,4	9,0	57,1
Japon	14,0	- 20,7		
Royaume-Uni	36,1	10,7	20,5	16,0
Suisse	15,0	18,1	9,1	29,8
Total	185,7	9,4	101,7	17,2

(a) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel ou semestriel

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

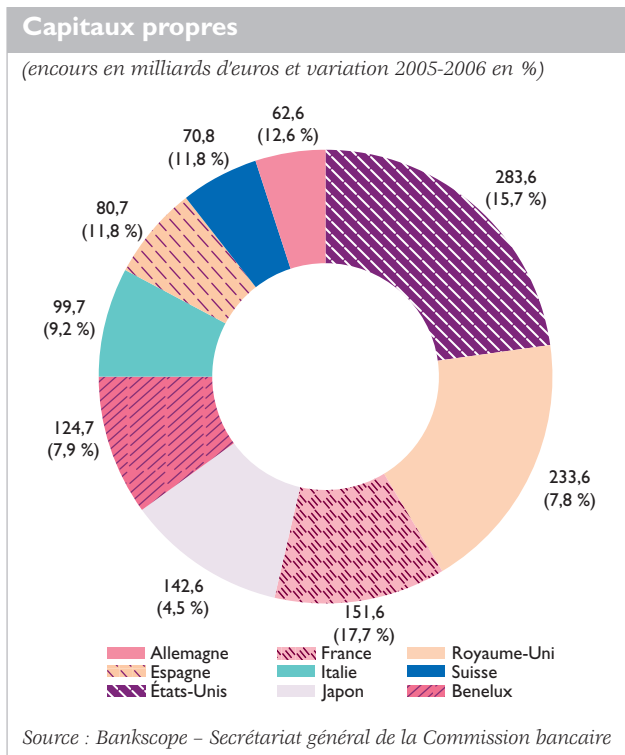
caractérisent les groupes espagnols et français, tandis que ceux du Royaume-Uni, des États-Unis et du Benelux présentent des évolutions plus contrastées. Comme en 2005, des opérations exceptionnelles ont entraîné des différences importantes entre les banques suisses. Enfin, les rapprochements d'envergure initiés par les groupes italiens ont généré des hausses marquées de leur résultat net.

Ces tendances générales se sont confirmées au premier semestre 2007.

Renforcement modéré des capitaux propres au regard de la progression des encours en risque

Pour ce qui concerne les capitaux propres, une augmentation globale de 7,2 % pour l'ensemble des groupes de l'échantillon a été observée en 2006, à 1 250 milliards d'euros, avec une certaine différenciation par pays.

En termes de répartition, les États-Unis et le Royaume-Uni continuent de détenir les parts les plus importantes, respectivement 22,7 % et 18,7 %, avec des progressions annuelles de 15,7 % et de 7,8 % en monnaie nationale. En raison notamment d'opérations significatives de rapprochement enregistrées au cours de l'exercice 2006 (cf. annexe 1), la France est revenue au troisième rang des pays sous revue devant le Japon.



Par ailleurs, les mouvements de concentration bancaire opérés par les grands groupes italiens leur ont permis de conforter leur niveau de capitaux propres.

Augmentation des coefficients de rentabilité dans la plupart des pays

Le coefficient de rentabilité (ratio bénéfice net global/capitaux propres) a enregistré une hausse dans la plupart des pays, à l'exception des États-Unis

Coefficient de rentabilité global des principaux groupes bancaires
(en %)

	2006	Variation en points/2005
Allemagne	13,9	2,1
Benelux	19,0	1,3
Espagne	16,4	1,4
États-Unis	15,4	0,0
France	13,9	0,3
Italie	10,4	2,0
Japon	9,8	- 3,1
Royaume-Uni	15,5	0,5
Suisse	21,2	1,1

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

(stabilité) et du Japon (baisse de 3,1 points). Les grands groupes suisses affichent le niveau le plus élevé en 2006 (21,2 %), suivis par les grandes banques du Benelux.

2| Depuis la mi-2007, l'impact de la crise des subprime a enrayé cette dynamique, même si la structure financière des groupes devrait rester solide

2| I Les effets de la crise ont déjà affecté les résultats du troisième trimestre

Les grands groupes bancaires ont été impactés de manière plus ou moins marquée en fonction du degré de diversification de leurs activités ainsi que de l'ampleur de leur exposition directe mais aussi indirecte aux risques *subprime*.

La crise des *subprime* est née de l'essor rapide du marché des instruments de transfert de risque. De façon très schématique, la possibilité pour les établissements de crédit de mettre en place des montages structurés complexes à partir de prêts standards mais aussi de qualité inférieure, a permis que des investisseurs disséminés dans le monde entier se retrouvent *de facto* créanciers des emprunteurs américains *subprime* en crédit immobilier, c'est-à-dire des emprunteurs très risqués. Ainsi, lorsque ces derniers ont fait défaut, dans un contexte de retournement du marché américain, les investisseurs en ont directement supporté les premières conséquences avant que la contagion de la crise de confiance aux autres marchés de produits structurés ou avec un fort effet de levier n'amplifie plus généralement l'impact sur le secteur bancaire international.

Dans ce contexte, la crise financière est venue freiner le dynamisme de l'activité bancaire dans un certain nombre de lignes de métiers, principalement dans le segment de la banque de financement et d'investissement, et a globalement déclenché un processus de réappréciation du risque sur les marchés.

Produit net bancaire et résultat net au 3^e trimestre 2007

(encours en milliards d'euros ; variations en pourcentage)

Pays	Produit net bancaire (a)	Variation T307/T306 (b)	Résultat net part du groupe (a)	Variation T307/T306 (b)
France	17,14	7,8	4,10	0,3
Allemagne	8,05	- 19,1	1,91	10,1
Espagne	11,10	19,4	3,45	21,0
Italie	10,17	2,8	2,60	- 1,5
Benelux	9,64	0,7	4,18	0,8
USA	39,43	- 1,2	6,75	- 34,7
Suisse	8,02	- 28,9	0,29	- 88,5

(a) Sur la base des données exprimées en monnaies nationales converties au cours moyen du trimestre

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale

Source : données des établissements

Les bonnes performances d'ensemble liées aux activités de banque de détail ont cependant permis de limiter l'impact de la crise financière sur les résultats des grands groupes bancaires au troisième trimestre. Il est ainsi à noter que la progression des résultats reste pour beaucoup d'entre eux nettement positive sur les neuf premiers mois de l'année, en raison des acquis du premier semestre.

Dans une logique comparative globale, l'impact négatif a été principalement marqué aux États-Unis, point de départ de la crise, où le repli des résultats est dû à des dépréciations d'actifs et des provisions massives, notamment dans les activités de banque d'investissement. De manière logique, le rythme de croissance du coût du risque s'est accéléré au troisième trimestre 2007 au sein des banques américaines présentes dans l'échantillon.

Les activités touchées par la crise des *subprime* ont également pesé significativement sur les comptes des grandes banques suisses au troisième trimestre 2007. De leur côté les banques allemandes, même si elles ont globalement été moins exposées dans leurs comptes trimestriels que leurs homologues américaines et suisses, enregistrent tout de même un recul de leur PNB (- 19 %). Toutefois, les grands groupes allemands ont souvent profité d'éléments exceptionnels en liaison avec une baisse de la fiscalité des entreprises pour afficher un revenu net en progression.

Dans les autres pays sous revue, les comptes trimestriels des grands groupes bancaires ont été moins impactés en raison d'expositions directes et indirectes au *subprime* américain plus limitées et de la diversification de leurs activités, notamment en France.

2 | 2 Toutefois, à ce stade, la structure financière des grands groupes apparaît solide

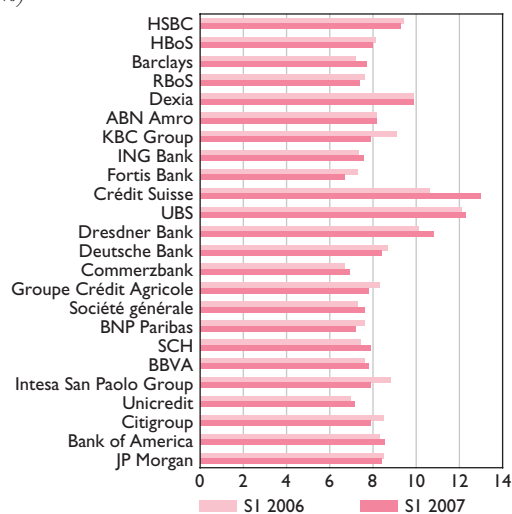
Il convient de rappeler que les grands groupes bancaires internationaux affichaient à mi-2007 des ratios de solvabilité de base (*Tier one*) solides, renforcés par plusieurs années de résultats nets élevés. Ils demeurent largement supérieurs au minimum réglementaire fixé à 4 % et permettent d'atteindre un degré significatif de robustesse, renforçant la capacité d'absorption de chocs externes importants.

Dans ce contexte, il demeure essentiel de suivre avec attention la manière dont la rentabilité des banques pourrait être affectée à court et à moyen terme compte tenu de la défiance des investisseurs vis-à-vis des produits les plus risqués ou les plus complexes, qui pourrait amorcer une désaffection à l'égard des produits structurés (« *flight to simplicity* ») et favoriser un processus de réintermédiation de certains actifs financiers dans les bilans bancaires.

Par ailleurs, les risques d'illiquidité (déjà évoqués en 2006 lors de la précédente étude ²) qui résultent de prises de positions sur des segments de marché parfois étroits (produits structurés, CDO en particulier) ainsi que la part croissante depuis 2006 des financements d'entreprises à effet de levier (*leverage buy-out*), qui ne sont pas toujours faciles à redistribuer, soulignent l'importance, dans le cadre de la crise actuelle, des questions relatives à la valorisation des produits complexes et à la gestion du risque de liquidité.

Ratios de solvabilité *Tier one* (1^{er} semestre 2007 / 1^{er} semestre 2006)

(en %)



Source : Données des établissements

2 Les résultats des grandes banques internationales en 2005 et au premier semestre 2006

Annexe I

Les opérations de rapprochement bancaire depuis le début de 2006

Les quinze principales opérations dans le monde

(montants en milliards d'euros)

Acquéreur	Cible	Montant
Royal Bank of Scotland (R-U), Santander (Espagne), Fortis (Belgique)	ABN Amro (Pays-Bas)	72,0
Banca Intesa (Italie)	Sanpaolo IMI (Italie)	29,6
UniCredit (Italie)	Capitalia (Italie)	21,9
Wachovia Corp. (États-Unis)	Golden West Financial Corp. (États-Unis)	20,2
Natexis Banques populaires (France)	Actifs de la CNCE (France)	17,8
Bank of New York (États-Unis)	Mellon Financial (États-Unis)	12,4
Citigroup (États-Unis)	Nikko Cordial (Japon)	10,2
Capital One Financial Corp. (États-Unis)	North Fork Bancorp. (États-Unis)	10,0
Banca Monte dei Paschi di Siena (Italie)	Banca Antonveneta (Italie)	9,0
BNP Paribas (France)	BNL (Italie)	8,9
Banca popolare di Verona e Novara (Italie)	Banca popolare italiana (Italie)	8,2
Regions Financial Corp. (États-Unis)	AmSouth Bancorp. (États-Unis)	7,7
BBVA (Espagne)	Compass Bancshares (États-Unis)	6,7
Banche popolari Unite (Italie)	Banca Lombarda e Piemontese (Italie)	6,4
Crédit agricole (France)	Cariparma; FriulAdria; 193 agences de Banca Intesa (Italie)	6,0

De grands mouvements de concentration bancaire dans certains marchés domestiques

C'est en Italie que les rapprochements les plus significatifs entre groupes nationaux ont été réalisés depuis deux ans. Ainsi, celui de Banca Intesa et de Sanpaolo IMI, en 2006, a conduit à la constitution du premier groupe bancaire du pays devant UniCredit. Celui-ci devrait de nouveau se renforcer grâce à son rapprochement avec Capitalia à la fin de 2007. Par ailleurs, l'acquisition annoncée en novembre 2007 de Banca Antonveneta par Banca Monte dei Paschi di Siena permettrait la constitution du troisième groupe bancaire. À un moindre niveau, les banques populaires ont réalisé des opérations significatives de rapprochement.

Comme en Italie, étant donné la structure du marché bancaire domestique, des rapprochements significatifs ont eu lieu aux États-Unis. Ainsi, en 2006, le rachat de Golden West Financial par Wachovia a fait passer ce dernier au quatrième rang national, tandis que JP Morgan Chase achetait les activités de banque de détail de Bank of New York. Bank of America pourrait également réaliser une opération

d'envergure en procédant à l'acquisition de La Salle, filiale d'ABN Amro.

En France, le groupe Caisse d'épargne a conclu au premier semestre 2006 un accord avec le groupe Banque populaire pour l'apport de ses activités de banque de financement et d'investissement à Natexis Banques populaires, qui prend le nom de Natixis. La nouvelle configuration, autorisée par les autorités de tutelle, laisse les deux réseaux de banque de détail en concurrence.

Des opérations transfrontalières d'envergure dans l'Union européenne

Après l'acquisition du groupe allemand Hypovereinsbank réalisée en 2005 par UniCredit, c'est aux Pays-Bas que le plus important rapprochement bancaire jamais réalisé en Europe a eu lieu en 2007. À l'issue d'une compétition de plusieurs mois entre Barclays et le consortium Royal Bank of Scotland (RBoS), Santander et Fortis, ce dernier a emporté l'acquisition d'ABN Amro. Le groupe doit être drastiquement réorganisé, RBoS acquérant les activités aux

États-Unis et en Asie, Santander celles en Europe du sud et au Brésil, tandis que Fortis devrait rapprocher les activités de banque de détail des deux groupes aux Pays-Bas.

Par ailleurs, en 2006, BNP Paribas et Crédit agricole ont opéré des acquisitions importantes en Italie. Le premier a pris le contrôle de BNL, sixième banque par le montant des crédits et dotée d'un réseau d'environ 800 agences. Crédit agricole est parvenu à un accord avec Banca Intesa en vue de l'acquisition de Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza, de Banca Popolare FriulAdria et de 193 agences de Banca Intesa, soit un total de 654 agences.

Des acquisitions dans les pays porteurs, notamment émergents

En Asie, l'ouverture du secteur bancaire chinois, dans le sillage de l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, a continué d'attirer les grands groupes étrangers. La compétition a été particulièrement forte pour l'acquisition d'une participation minoritaire dans Guandong Development Bank, onzième banque du pays, remportée par Citigroup aux dépens d'un consortium dirigé par la Société générale. On peut noter par ailleurs que, au Japon, Citigroup a cessé ses activités de crédit à la consommation en raison

d'un contexte moins favorable à cette activité (loi sur le surendettement instituant notamment un plafonnement des taux), mais a acquis le troisième courtier du pays, Nikko Cordial.

L'amélioration de l'environnement économique en Amérique latine a entraîné des investissements au Brésil, où UBS a acquis Banco Pactual en 2006 pour développer ses activités de gestion d'actifs et de fortune, tandis que les groupes français BNP Paribas et Société générale se sont renforcés dans le secteur du crédit à la consommation.

Les grands groupes étrangers ont intensifié leur présence déjà forte en Europe centrale et de l'est. En Russie, la Société générale a notamment acheté 20 % de Rosbank, numéro deux en banque de détail, dans la perspective d'en prendre le contrôle avant la fin de 2008. Pour sa part, le secteur bancaire ukrainien a fait l'objet de plusieurs acquisitions parmi les principales banques, notamment de la part des grands groupes français.

Enfin, la fragmentation encore importante du système bancaire aux États-Unis continue de susciter l'intérêt de grands groupes étrangers. Ainsi, les deux principales banques espagnoles réalisent des investissements dans le sud du pays, à destination des populations hispanophones peu bancarisées. BBVA a ainsi acquis Compass Bancshares en 2007.

Annexe 2

Méthodologie

Les banques de l'échantillon

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée de grands groupes bancaires appartenant aux neuf pays ou groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le choix des établissements de crédit a été effectué en fonction du niveau de leurs fonds propres de base (Tier 1) au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité, d'après l'enquête publiée par la revue *The Banker* en juillet 2007. Les échantillons par pays sont les suivants :

Allemagne : Deutsche Bank, Commerzbank, Dresdner Bank ;

Benelux : ING, ABN Amro, Fortis, Dexia, KBC ;

Espagne : Santander Central Hispano (SCH), Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA) ;

États-Unis : Bank of America, Citigroup, JP Morgan Chase & Co ;

France : Groupe Crédit agricole, BNP Paribas, Société générale ;

Italie : UniCredit, Intesa Sanpaolo ;

Japon : Mitsubishi UFJ Financial Group, Mizuho Financial Group, Sumitomo Mitsui Financial Group ;

Royaume-Uni : HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, HBoS ;

Suisse : UBS, Crédit Suisse.

La comparaison des résultats et de la rentabilité

L'étude s'appuie sur deux sources de données :

- les comptes de résultats consolidés des groupes pour les exercices 2005 et 2006, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les banques japonaises, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars. Les données sont issues de la base *Bankscope* ;

- les comptes de résultats consolidés des groupes européens et ceux des États-Unis, pour les premiers semestres 2006 et 2007, arrêtés au 30 juin. Les données sont tirées des documents publiés par ces groupes.

Pour les pays hors zone euro, les données ont été converties en euros. Les pourcentages de variation d'une période sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.